



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Déclaration préalable de la FSU 91 au CDEN du jeudi 4 décembre 2025

Madame la Directrice Académique,
Mesdames Messieurs les membres du CDEN,

Ce CDEN bilan de rentrée se tient dans un contexte social extrêmement tendu : débats sur le budget, militarisation de la jeunesse, convention citoyenne sur les temps de l'enfant. Rappelons-le ici en ouverture de cette instance : l'Éducation nationale doit redevenir le 1er budget de l'État. La FSU poursuivra son action en faveur de l'éducation et de l'émancipation pour un monde en paix, juste et solidaire.

Le CDEN Bilan est l'occasion de faire le point sur la situation de l'école dans notre département. Nous regrettons amèrement les conditions dans lesquelles il se tient ce soir, sur une date qui ne convient à personne, après une désertion des élus locaux, alors que le sujet de l'éducation est brûlant d'actualité et si sensible dans notre département. Nous regrettons amèrement que leur absence, la semaine dernière, nous ait empêchés toutes et tous d'entendre et d'interroger la Préfète sur son champ de compétences et sur par exemple la question des OQTF qui pèsent sur nos jeunes lycéens. Madame la Directrice Académique, sur cette question, vous nous renvoyez vers Madame la Préfète qui, pour le moment, ne nous apporte aucune réponse. C'est pourtant à partir des dossiers scolaires des jeunes et donc sur les appréciations des enseignants dans les bulletins que la Préfecture a justifié toutes ses décisions d'OQTF ! La FSU s'indigne de cette dérive qui fait de l'école un bras armé ou une complice de la Préfecture dans ces décisions. La FSU, avec le collectif avec lequel elle travaille, avec l'intersyndicale départementale, demande à être reçue dans les plus brefs délais pour que des réponses concrètes lui soient apportées sur ce point.

Malheureusement, année après année, le bilan de rentrée est toujours plus sombre au point que le principe même de l'école semble peu à peu disparaître dans notre département : l'éducation pour toutes et tous. Les premiers mots du code de l'éducation résument précisément cette ambition, dans sa simplicité autant que dans sa fermeté : "le service public d'éducation reconnaît que tous les enfants partagent la capacité d'apprendre et de progresser. Il veille à la scolarisation inclusive de tous les enfants, sans aucune distinction. Il veille également à la mixité sociale des publics scolarisés au sein des établissements d'enseignement."

Pourtant, peut-on parler d'une éducation pour toutes et tous quand chaque année beaucoup d'élèves se retrouvent sans affectation, quand l'inclusion est rendue impossible à bien des endroits, quand le nombre d'élèves par classe ne permet pas de travailler correctement, quand notre institution désorganise toujours un peu plus le système scolaire à coup de réformes aussi télégéniques qu'inefficaces ?

La FSU a formulé un certain nombre de questions diverses lors du CSA bilan qui s'est tenu la semaine dernière. Si certaines réponses peuvent parfaitement attendre un retour écrit, d'autres restent urgentes, en lien avec l'ordre du jour et doivent être traitées lors de cette instance, ce soir : sur le nombre d'élèves affectés dans le privé, faute de place dans le public ; sur les effectifs dans les dispositifs ULIS et UPE2A ; sur les MNA scolarisés dans notre département ; sur les climats scolaires. Nous remercions chaleureusement tous les personnels des services de la DOS pour le travail colossal qu'ils ont effectué. Et nous vous remercions, Madame la Directrice Académique, par avance, pour la qualité et la précision des échanges qui auront lieu aujourd'hui.